

Nouveaux Cahiers du socialisme



Françoise Gollain, *André Gorz et l'écossocialisme*, Paris, Le passager clandestin, 2021

Julie McClatchie

Numéro 26, automne 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96623ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

McClatchie, J. (2021). Compte rendu de [Françoise Gollain, *André Gorz et l'écossocialisme*, Paris, Le passager clandestin, 2021]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (26), 262–264.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2021

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne a fait craindre la marginalisation de l'Écosse. Pour des raisons semblables, le Groenland et les îles Féroé sont encore aujourd'hui partie prenante du Danemark sans être membre de l'Union européenne ! Dans d'autres régions, les militantes et militants nationalistes ont plutôt considéré dès le départ l'unification européenne comme l'occasion de gagner en autonomie par la participation à un ensemble plus vaste que leur État respectif.

La diversité des cas présentés dans l'ouvrage permet de comprendre les similitudes entre les mouvements nationalistes des années 1968, et on ne peut que reconnaître qu'ils font partie d'une même vague. Des questions de recherche précises permettraient de s'atteler à des comparaisons plus systématiques entre différents mouvements. Par exemple, comment se fait-il que le Scottish National Party ait pu développer un ancrage populaire durable, tandis que d'autres mouvements autonomistes ou indépendantistes ont rapidement décliné à partir des années 1980 ?

Françoise Gollain

André Gorz et l'écossocialisme

Paris, Le passager clandestin, 2021

Julie McClatchie

Dans un objectif de déséconomisation de la pensée, Serge Latouche vient offrir un portrait du modèle alternatif de la décroissance à travers la collection Les précurseurs.ses de la décroissance, qui rassemble intellectuels et universitaires de champs divers souhaitant s'élever contre la notion de « modernité ». On situe l'important héritage écosocialiste d'André Gorz que nous présente Françoise Gollain dans cette pièce du puzzle de la décroissance en délimitant les contours de cette dernière par le mythe de la croissance à la base de l'idéologie occidentale du Progrès.

Dans l'univers de l'écossocialisme gorzien, l'autrice voit le projet sociétal d'émancipation réunir les notions de production, de travail et de consommation dans un objectif de réappropriation de l'autonomie de l'individu quant à la définition et à l'assouvissement de ses besoins. Elle propose de suivre cette ligne de pensée pour comprendre la réflexion du Français né en Autriche.

D'abord, elle retrace les points charnières de la vie personnelle et professionnelle de l'écrivain, et par le fait même, son évolution idéologique d'une critique anti-tech-nocratique à l'écologie politique. L'autrice ancre ainsi le développement de l'approche

anticapitaliste et marxiste hétérodoxe de Gorz dans des principes de « décroissance productive ». Cet écosocialisme qui vise à se débarrasser des impératifs de l'accumulation souhaite donc atteindre cette décroissance productive à partir d'une redéfinition collective des besoins et l'établissement d'une norme du suffisant.

Gorz fait donc reposer le changement nécessaire vers une décroissance productive sur la classe ouvrière. La réorientation de l'activité économique effectuée par des agents de changements subversifs doit trouver ses limites externes dans la nature. En envisageant une société qui, grâce au travailleur-consommateur, rompt avec l'idéologie technocratique et le discours économique dominant, l'écologie devient politique et ne se fonde plus seulement sur des préoccupations environnementales. Le rapport entre l'humain et la nature est affaibli des écrits de Gorz présentés par Gollain. On peut percevoir la position anthropocentrique de Gorz dans la perpétuation de cette dichotomie humain/nature, ce qui diminue la puissance de ses écrits en contextes non européens⁶. Cet argument permet toutefois de souligner la subordination de la science à la politique en ce qui concerne l'avènement d'une société post-capitaliste. Ainsi, le premier impératif de Gorz demeure-t-il l'émancipation de l'individu ; le respect de la nature ne fait que contribuer à cet objectif. La philosophie de la liberté de Jean-Paul Sartre dont s'inspire la relation dialectique entre responsabilité individuelle et conditionnements sociaux accorde à l'individu, parfois de façon aveugle, cette conscience sociale de décroissance.

L'émancipation de l'individu s'accompagne également d'un « processus de déséconomisation des mentalités⁷ » ou, autrement dit, d'un processus de rupture avec la nature capitaliste et productive du travail. Cette critique du capitalisme du point de vue du travail souligne un second impératif de la pensée gorzienne, soit que la société de décroissance se situe au-delà du salariat. Tout comme il le fait avec l'écologie, Gorz insiste pour conférer à la notion de revenu garanti une justification politique en phase avec l'esprit « déséconomisateur » de la décroissance : il s'agit de libérer les individus de façon à permettre la création de ces véritables richesses intrinsèques qui ne sont ni mesurables, ni échangeables et ni monnayables. Gorz donne l'exemple du chômage, qui ne signifie ni inactivité ou inutilité sociale, mais seulement inutilité à la valorisation directe du capital.

Cet impératif souligne finalement une réflexion émancipatrice dans une société post-capitaliste en trois points : 1) la mise en œuvre d'une réduction massive du temps de travail passé à la fourniture d'un travail macrosocial ; 2) la garantie d'un revenu suffisant et une véritable politique de l'espace et du temps quant à la déséconomisation

6 Plusieurs contextes/ontologies se voulant post-capitalistes centralisent l'effacement de telles dichotomies dans la réalisation de sociétés alternatives. Le contexte des « Suds » fait ressortir entre autres les philosophies *buen vivir* dans les Andes latino-américaines et *ubuntu* en Afrique subsaharienne.

7 André Gorz, « Tous entrepreneurs ? », *Partage*, n° 161, 2002, p. 19.

des esprits ; 3) les moyens de l'autonomie de l'espace du hors-travail et de la construction d'une société du temps libéré et non du loisir.

Certains diront que cette vision d'un avenir post-capitaliste caractérise la pensée de Gorz comme socialement utopique et écologiquement radicale. Toutefois, Gollain réussit à mettre en évidence sa pertinence incontestable au sein de cette collection des grands précurseurs de la décroissance. Malgré sa pensée hétérodoxe, Gorz nous permet de concevoir un avenir dépassant le modèle capitaliste où le progrès n'est pas un projet linéaire et la modernité une fin en soi, un avenir dans lequel la valeur du capital ne sera pas monnayable, mais cognitive et où la liberté des individus constituera la source de productivité.

Alain Saint-Victor

De l'exil à la communauté. Une histoire de l'immigration haïtienne à Montréal 1960-1990

Boucherville, DAMI, 2020

Renel Exentus

Alain Saint-Victor est historien de formation, auteur de plus d'une dizaine d'articles et de chapitres de livre sur plusieurs thèmes. Son dernier ouvrage porte sur l'histoire de la communauté haïtienne à Montréal. Il relance le débat sur le processus de formation et de constitution de la communauté haïtienne dans la métropole québécoise. À la différence des travaux s'inscrivant dans une approche sociologique, Saint-Victor met l'accent sur la façon dont l'immigration haïtienne devient progressivement une communauté. Il s'intéresse précisément à montrer comment s'est développée une certaine conscience communautaire parmi les immigré-es haïtiens qui ont élu domicile à Montréal au cours des décennies 1960 et 1970. L'historicité de ce procès constitue la pierre angulaire de la recherche de l'auteur.

En priorisant cet angle d'étude, Saint-Victor défend la thèse selon laquelle la communauté haïtienne s'est construite dans et par un ensemble de luttes visant l'intégration à la société d'accueil. Analysant ces luttes et les différents contextes dans lesquels elles ont été menées, l'historien parvient à démontrer sa thèse en abordant plusieurs thèmes, dont le combat contre le racisme, les obstacles à l'intégration, le chômage, etc.